

LE 24 MAI TOUTES ET TOUS EN GREVE ! POUR L'ÉDUCATION, POUR LA FONCTION PUBLIQUE ET POUR LE CLIMAT !

Le 9 mai, jour de la grève pour la défense de la Fonction Publique, SUD Éducation Var appelait avec la CGT Educ et la FNECFOFP à une assemblée générale de l'éducation à la Bourse du Travail de Toulon.

Au cours de cette AG qui a regroupé plus de 70 personnes il a été adopté plusieurs revendications ainsi qu'un appel à la grève pour le vendredi 24 mai (voir le texte validé par les trois organisations syndicales sur www.sudeduc83.org).

Pour SUD Éducation Var le choix de la date du 24 mai participe à la convergence des luttes : appeler à une grève pour l'éducation le même jour que la grève mondiale pour le climat organisée par la jeunesse, permettra de mener des actions spécifiques à l'éducation avant de rejoindre la manifestation de nos élèves !

SUD Éducation Var appelle à la grève le vendredi 24 mai :

- dans le respect des décisions prises en AG de grévistes le 9 mai
- pour la convergence des luttes et rejoindre la manifestation pour le climat

La fédération SUD Éducation ainsi que notre Union syndicale Solidaires ont déposé des préavis de grève pour cette journée.



CONTRE LA LOI BLANQUER ET LES REFORMES QUI ATTAQUENT L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LES PERSONNELS !

Le débat parlementaire sur la loi Blanquer se poursuit au Sénat, après une première discussion à l'Assemblée nationale. SUD éducation s'est opposé frontalement à ce projet de loi depuis les premières annonces, et a voté contre en conseil supérieur de l'éducation.

Pour SUD éducation, cette loi Blanquer n'est ni amendable, ni négociable. Elle doit être retirée dans son intégralité.

Le projet de loi modifié par le Sénat montre que la mobilisation est à même d'engager un rapport de force suffisant pour faire reculer le pouvoir.

L'amendement qui instituait les établissements publics des savoirs fondamentaux, contre lequel les enseignant-e-s du premier degré sont fortement mobilisé-e-s, a certes été écarté par le Sénat, mais il peut revenir dans la suite du débat parlementaire.

Par ailleurs, les amendements maintiennent (par exemple l'article 1 sur le prétendu "devoir d'exemplarité") ou aggravent certaines des dispositions du texte validé par l'Assemblée nationale : financement accru du secteur privé, statut de directeur-riche d'école supérieur-e hiérarchique, avis des chef-fe-s d'établissement sur les mutations...

Pour gagner sur le retrait de l'ensemble d'une loi libérale et réactionnaire, l'enjeu est désormais d'amplifier la mobilisation.

CONTRE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Les attaques sont globales et celles que nous subissons dans l'éducation nationale s'inscrivent dans un dynamitage du service public orchestré par le projet de loi de transformation de la Fonction Publique. Cette attaque sans précédent vise à :

- instaurer une mise en concurrence des agent-es de la Fonction Publique par la

mise en place de la rémunération au mérite, une gestion individualisée avec un nivellement par le bas des salaires, un développement de la mobilité forcée, possibilité de se voir transféré au privé lors d'une externalisation de service...

- supprimer les compétences des Commissions Administratives Paritaires (CAP). Si le fonctionnement des CAP actuelles n'est pas satisfaisant, leur suppression sera le règne de l'opacité, du clientélisme et du favoritisme. Les chefs pourront de plus vous exclure pour une durée de un à trois jours, sans passer par une CAP.

- développer les recrutements par contrat, avec des contrat de mission de 6 années maximum de manière à éviter la titularisation ou la CDIisation. La précarité sera généralisée !

24 MAI GRÈVE MONDIALE POUR LE CLIMAT !

La lutte contre le dérèglement climatique ne peut plus attendre ! La communauté scientifique s'accorde pour dire qu'en 2030, le réchauffement climatique ne doit pas dépasser 1,5 degré, sans quoi la crise sera irréversible.

En tant que syndicat de transformation sociale et écologiste, SUD éducation revendique une transition écologique fondée sur un juste partage des richesses et des ressources afin de garantir une vie digne pour tou-te-s.

Le 15 mars a connu un vif succès avec une forte mobilisation : plus de 50 000 lycéen-ne-s, étudiant-e-s, et personnels de l'Éducation nationale étaient dans la rue le 15 mars, pour imposer la justice climatique et la transition écologique. Pour SUD éducation, il est manifeste que la jeunesse a parfaitement saisi que ce sont les politiques menées par les gouvernements successifs au service des capitalistes, en France comme ailleurs, qui produisent la catastrophe écologique dont les classes populaires sont les premières victimes.

Participons à la grève mondiale du 24 mai 2019 pour la justice sociale et climatique !